

# le monde libertaire



10 FF  
1,52 €

## Notre corps nous appartient, la lutte aussi

**A** PRES DES ANNÉES DE tergiversations, le gouvernement de la gauche plurielle va soumettre au débat parlementaire ce mardi 28 novembre son projet de loi de révision de la loi Veil de 1975. Mais il ne faut pas oublier les péripéties du début de l'été, où nous avons vu le gouvernement hésiter: faut-il toucher ou non à cette loi? Très rapidement, Jospin et Aubry ont pris conscience du risque encouru par une trop grande inertie de leur part. Les

mettrait de répondre à 80 % des 5000 femmes contraintes à avorter à l'étranger chaque année d'après le rapport Nisand. Or, les associations sur le terrain et notamment le Planning familial estiment qu'en réalité seulement la moitié pourront accéder à une interruption volontaire de grossesse (IVG) en France. Quant à la levée de l'autorisation parentale, elle est déguisée. Lors de l'entretien, le médecin doit encourager la mineure à renouer le dialogue avec ses parents; si elle persiste, la décision sera prise lors du

doit pas être banalisée. Certes, la gauche plurielle ne dit pas que c'est un crime, elle parle d'acte très grave. Ainsi est sous-entendu que les femmes ne peuvent pas décider seules, qu'elles doivent être guidées, finalement elles restent des éternelles mineures! Alors que la société dans laquelle nous vivons exalte le plaisir sexuel tant pour les hommes que pour les femmes, c'est bien sûr aux femmes de « faire attention », de réfléchir à leur vie sexuelle, ce sont elles les responsables des grossesses non désirées et par là même des avortements. Le bilan de 25 ans de loi Veil est simple, toujours 220 000 IVG par an, plus les hors délais: on ne peut leur faire confiance! C'est une des déclinaisons des conceptions judéo-chrétiennes qui restent bien ancrées. Il faut donc des garde-fous (folles). Le fait que la dépenalisation de l'IVG ne soit pas une priorité avec la suppression de l'article 317 de la loi de 1920 et le transfert de la loi du code pénal au code de santé publique doit être apprécié dans ce sens.

Quant aux femmes étrangères, qui depuis le mois de juin sont à égalité des françaises, faudrait-il encore que la circulaire soit connue des services hospitaliers et appliquée!

### La solution: un bon débat parlementaire!

Le débat parlementaire s'annonce houleux mais sans surprise. À droite, le lobby intégriste lié à l'extrême droite va recommencer ses longues litanies sur « le caractère sacré » de la vie, sur la défense de la famille française et comparer le droit à l'IVG à l'Holocauste. En partie, il sera rejoint par la droite, qui à l'instar du débat sur le PACS, se positionne comme le dernier rempart d'une société basée sur des valeurs traditionnelles mais pas non traditionalistes. En effet, une partie de la droite annonce qu'elle veut en rester à un droit à l'avortement limité, qu'il soit bien un « dernier recours ». Quant à la gauche, les positions sont plurielles à première vue. Certains-e-s parlementaires sont mal à l'aise, s'abritant derrière la clause de conscience des médecins et l'importance du lien parents/enfants, ils/elles ne bousculeront pas le texte gouvernemental, et qui plus est un certain nombre ne le voteront peut-être pas, souvenons-nous du PACS. D'autres souhaitent l'élargir mais comment le faire sans mettre le gouvernement en difficulté. Ce dernier cherche à ne pas faire de vagues alors que le pays entre dans une période électorale d'où son profil bas.

### Prenons nos affaires en mains

Les femmes se sont levées massivement pour gagner la loi Veil, pour le remboursement de l'IVG, elles n'ont pas attendu les partis politiques. Fin

2000, la situation est assez semblable, leurs alliés ne sont pas légion. Lors des attaques des commandos anti-IVG au début des années 90, très vite le front du droit de choisir s'est organisé, la manifestation du 25 novembre 1995 avec 40 000 personnes symbolisant son apogée: il s'agissait de défendre un droit contre les intégristes et fascistes. Puis le terrain de l'IVG et de la contraception a été délaissé, pour la plupart des forces de gauche l'essentiel était acquis. Cependant la réalité est tout autre et des associations sur le terrain et des collectifs unitaires locaux poursuivent ce combat

non achevé: que le droit des femmes à disposer de leur corps et à choisir leur maternité devienne une réalité pour toutes. Aujourd'hui, ce qui est en jeu c'est l'extension d'un droit fondamental. Nous devons reprendre ce terrain de lutte comme l'ont fait nos aînés et imposer, par un rapport de force, fruit de notre organisation sur le terrain, aux intégristes, à la droite, à la gauche et au gouvernement ce que nous voulons: le libre choix des femmes, l'avortement et les moyens contraceptifs libres et gratuits.

Danielle. - groupe Lucia Saornil

### CONTRACEPTION LIBRE ET GRATUITE



femmes, qui certes leur sont redevables avec la parité, pourraient leur tenir rigueur de ces reculades.

### Quelle loi?

Dans ce projet, les deux dispositions majeures sont l'allongement du délai de 10 à 12 semaines de grossesse et la possibilité pour une mineure, qui désire ne pas informer ses parents, d'avorter sans l'autorisation parentale mais avec l'accord d'un-e adulte de son choix. Certes, c'est une avancée, imposée par des années de lutte, mais de quelle ampleur? L'allongement de deux semaines per-

deuxième entretien avec le psychologue mais assistée obligatoirement d'un-e adulte référent-e qu'elle aura choisi-e. Une mineure peut décider seule d'accoucher sous X, mais pas d'interrompre une grossesse non désirée. Quelle hypocrisie!

### Notre corps nous appartient

Nous sommes loin du compte! Sur la question des délais, certains pays comme les Pays-Bas ou l'Angleterre connaissent des taux d'avortement beaucoup plus bas, notamment pour les IVG tardives, malgré des délais de 20 et 21 semaines de grossesse. Quant à l'obligation de l'entretien préalable à l'IVG, le gouvernement n'y touche pas. En effet, il ne souhaite pas supprimer une mesure dont il connaît parfaitement le sens: culpabiliser les femmes. Il rejoint le mandarinat médical, la droite et les intégristes, l'IVG ne

### 25 novembre Journée d'action pour le droit à l'IVG

- journée nationale
- d'action des sans-papiers page 4
- Appel à la manifestation anticapitaliste de Nice page 5

### EDITORIAL

À l'heure où l'État israélien annonce qu'il se prépare à une longue guerre et qu'il utilisera tous les moyens économiques à sa disposition pour affamer les populations palestiniennes, nous nous devons de dénoncer cette provocation criminelle. Depuis sept ans celles-ci n'ont pas cessées de voir leurs conditions de vie se dégrader: sabotage de projets économiques, destructions de vergers et cultures vivrières, interdiction de faire des captages d'eau rendant les terres incultivables, réduction de 160 000 à 36 000 du nombre de palestiniens autorisés à travailler en Israël, blocage des aides financières internationales, multiplication des implantations de colonies juives en Cisjordanie et à Gaza avec création de routes stratégiques réduisant les territoires palestiniens à des ghettos, humiliations permanentes par des couvre-feux à répétition, non application des accords signés lors des négociations, arrogance des colons ultra-orthodoxes protégés par une armée omniprésente, etc. Cela relève d'une politique délibérée visant à créer une situation de terrorisme social. L'objectif est de rendre la vie tellement dure aux Palestiniens que ceux-ci finissent par se décourager et par quitter les lieux. Contre toute attente, ils se sont accrochés et malgré leur vie misérable tiennent bon. Les affamer un peu plus ne fera que susciter plus de révoltes et d'actes désespérés. La dignité est, quoi qu'on pense de l'O.L.P., du côté des populations palestiniennes. Sur le long terme c'est une arme redoutable. L'État israélien n'a plus que la terreur à proposer et à ce sale jeu il est le plus fort. Cependant, il aurait tort de s'en satisfaire. Les populations israéliennes devront assumer cette stratégie terroriste ouvertement affichée ou la rejeter pour conserver leur propre dignité. Plus personne ne peut prétendre ne pas comprendre.

ISSN 0026-9433 - N° 1222



FOP 2520

# Mourir dans la dignité

**S**I SOUFFRANCES, MISERE ET solitude possédaient quelque valeur vénale, il y a longtemps qu'elles auraient payé pour que le droit de mourir s'inscrive dans la Constitution, aux côtés des autres libertés reconnues, sinon toujours vécues.

Le droit de mourir dignement dans la lucidité, la tendresse, sans autres affres que celles inhérentes à la séparation et au glissement hors de cette forme de vie, ce droit devient un impératif évident, dès lors que la vie peut être prolongée jusqu'au dernier délabrement - et même au-delà.

Qui s'aviserait de dénier ce droit à quiconque? Personne, sauf toute l'organisation sociale et notre vision de la mort à l'hôpital, lieu inconnu.

## L'acharnement thérapeutique

Le docteur Henri Caillavet, avec le docteur Mazart, a déposé en avril 1978 un projet de loi pour protéger de l'acharnement thérapeutique ceux qui le souhaiteraient. Amendant l'article 63 du code pénal, cette loi donnerait à l'individu le droit de ne pas finir telle une viande de laboratoire, irriguée, pompée, désintoxiquée par des machines.

Ce droit a pris des effets en Californie le 1<sup>er</sup> janvier 1977. Sept autres États des États-Unis ont, depuis, donné force de loi au droit de ne pas mourir en pelote

d'aiguilles. On ne signale aucun traumatisme psychologique ou social consécutif à la mise en vigueur de ce droit.

Une telle loi en France, serait un premier pas. Elle mettrait la dignité humaine en partie à jour de la technologie. Mais, elle ne briserait qu'un des maillons des obligations sociales rigoureuses qui emprisonnent la vie du vieillard. D'autres, tel le droit à une vie sexuelle normale commencent à se faire entendre dans l'opinion publique grâce à des études et des associations. L'euthanasie, soigneusement codifiée et exercée avec précaution, est un autre droit qui reste à conquérir.

## Un destin de grabataire

Assumer sa vieillesse. Pari difficile à gagner dans une société et un environnement axé sur la jeunesse, le rendement, l'efficacité, les plaisirs violents et les sensations fortes. Sur la vieillesse, notre esprit ne se nourrit que de quelques idées fermentées du dix-huitième siècle, nageant dans un bouillon de malaise, de peur et de honte louches.

Aujourd'hui la personne âgée seule, diminuée ou souffrante n'a pour seule perspective qu'une aggravation de son état, surtout si elle ne dispose que de petits revenus, ce qui est le cas pour la très grande majorité. Beaucoup souhaitant la mort. « Ils disent cela mais n'en

pensent pas un mot » répliquent les esprits obtus, « la preuve c'est qu'ils ne se suicident pas et même se soignent avec acharnement aussi longtemps qu'ils le peuvent. »

Faut-il souligner que le poison n'est pas facilement accessible et que se jeter sous un train ou par la fenêtre exige une force physique et mentale que le vieillard ne possède plus?

Cela dit, les suicides de vieillard sont plus nombreux que ne l'indiquent les statistiques, qui enregistrent très souvent les suicides comme des accidents ou comme le résultat de causes naturelles. Il faut bien ménager les familles et les institutions.

Chacun pourra donner à sa mort le cadre et le style qui lui conviennent et exprimeront le mieux son destin propre. L'un convoquera toute sa famille; l'autre quelques intimes. On choisira de mourir un soir d'été à la campagne, au coin du feu l'hiver, en regardant la télévision ou en écoutant Bach.

Les objections couramment formulées à l'encontre de la liberté de mourir relèvent le plus souvent du refus de penser. Il est bien évident que, par exemple, ceux et celles qui veulent prolonger leur existence jusqu'au bout, gâtisme compris, en conserveraient le droit. Il n'est pas très difficile de concevoir des mesures préservant cette liberté-là; et d'autres, qui feraient pièce aux pressions d'héritiers trop pressés.

Qui décidera? Et les coups de cafard? Le poison serait-il en ventre libre? Des études approfondies sont évidemment nécessaires. À titre d'indication, on peut prévoir que tout candidat au suicide doit être soumis à une période de réflexion de quelques semaines durant lesquelles aides et secours seraient proposés. Si l'intéressé persistait dans son désir de mourir, il obtiendrait alors l'autorisation d'organiser son décès et de faire appel à un membre d'un corps à créer pour l'administration de la substance métamorphosante. Enfin, que l'être humain ait une étincelle divine comme le veulent les chrétiens ou non ne change rien. Le suicide, comme péché, n'a pas de fondement théologique; œuvre de l'Église, il traduit un souci de préservation de l'institution.

## Mourir dignement : une liberté à conquérir

Des cas de mort volontaire, ouvertement préparée, endurée avec ses proches dans la sérénité, se sont toujours produits. Les témoins en soulignent le caractère paisible et naturel. Le sentiment de perte, de deuil, ressenti par les proches est tout aussi vivace et poignant, mais il est innocent de toute culpabilité et terreur puisqu'il s'agit d'un passage accepté et voulu.

À qui veut bien réfléchir, la liberté - et donc le droit - de mourir dignement, à son heure, selon son style, apparaîtra évident et en parfait accord avec notre sensibilité moderne. Un jour, une telle

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication : J. Toublet  
 Service abonnement : 02 35 84 27 17  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Hebdo 1 (Bemay)  
 Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Roulage 205 - Hebdo 1  
 Diffusion N.M.P.P.

## FRANCE 2 SUPPRIME LA CHANCE AUX CHANSONS



liberté sera reconnue comme une exigence morale imprescriptible et aussi impérieuse que la liberté de parler ou de s'informer.

Le droit de mourir s'accompagnera d'une modification profonde et bénéfique des mœurs et des valeurs. La perspective scandaleuse d'une fin de vie solitaire, affligée, probablement nécessitée qui ne débouche que sur l'humiliation, l'avalissement et l'attente passive de la mort, disparaîtra. Et le plaisir de vivre, la

liberté d'oser, se trouveront allégés d'une angoisse honteuse qui tennaie la plupart d'entre nous, même si nous n'en avons pas clairement conscience.

Michel L Landa

Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité. (Objet : Promouvoir à tous les niveaux le droit légal et social de disposer librement de sa personne, de son corps et sa vie, et en particulier de choisir librement et légalement le moment de finir sa vie et le moyen d'y parvenir).

## Vieillir sans Dieu ni maître

Un bouquin en préparation sur le thème de la vieillesse (sortie prévue au printemps 2001 aux Editions du Monde libertaire) signé par nos camarades Suzanne Weber et Léonor Bijun. Une info de raccroc à propos d'une maison de retraite de la Libre Pensée, en Anjou. L'espoir fou d'y découvrir une bande de vieux attaquant les jeunes le samedi soir pour leur piquer leurs thunes et allant, le dimanche, chier dans tous les bénitiers du quartier. L'occase, à la faveur d'un comité de relations de la FA, à Rennes, d'y faire un saut avec Léonor. Déçus, courbatus, émus!

En 1963, à Saint-Georges des sept voies, entre Angers et Saumur, suite à une donation, nos camarades de la Libre Pensée osèrent une maison de retraite qu'ils voulaient différente.

Et elle le fut!

17 militants choisirent de venir s'y faire la dernière ligne droite. Volontairement. En autogérant la boutique. Entre camarades. Pour sûr, ces vieux là devaient avoir la boutanche facile et la camaraderie paillard.

C'était un beau rêve et il convient d'en saluer l'insolence mécréante. Reste que, impératifs économiques obligent, le repaire de pirates a dû peu à peu composer avec...

Aujourd'hui, ce beau rêve s'est transformé en un mouiroir moins pire que les autres. Humain. Avec un dirlo ultra sympathicos. Un « personnel » ad hoc. La présence non obligatoire des vautours cléricaux. Mais, c'est peu dire que ça pue quand même la mort, le ghetto et le mouiroir.

La vérité si je mens, je ne souhaite pas ça à mon pire ennemi. Vieillir et mourir au cœur de la vie, au sein de la vie, parmi les jeunes et les moins jeunes, ça n'a assurément rien de réjouissant. Mais crever à l'écart de la vie, dans un ghetto peuplé de vieux, c'est carrément à faire dégueuler un vélo!

La révolution saura-t-elle oser la réunification de la division sociale? On aimerait y croire et s'éviter le...!

Jean-Marc Raynaud

## Autorisation de prélèvements

□ 80 F par trimestre abonnement normal  
 □ 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)	
NOM _____ Prénom _____	
N° _____ Rue _____	
Code postal _____ Localité _____	
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)	
NOM _____ Prénom _____	
N° _____ Rue _____	
Code postal _____ Localité _____	
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER	
Étatis. Codes Gueher N° de compte	Chq. Rés.

libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
 Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Pays \_\_\_\_\_ A partir du n° \_\_\_\_\_ (inclus).  
 Chèque postal  Chèque bancaire   
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
 Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

# PARE et intermittents du spectacle : négociations en eaux troubles !

SI LE MINISTRE DE L'EMPLOI ratifie le PARE, les annexes 8 et 10 « seraient » maintenues, à condition (c'est le préalable du MEDEF) qu'une convention spécifique soit signée avec les partenaires sociaux, qui inclurait la mise en place du PARE pour les intermittents du spectacle.

Vu l'hybridité de nos pratiques, de nos savoirs et de nos expressions, comment ne pas s'alarmer devant cette volonté de formater nos métiers à un marché économique qui écrase toute expression artistique et culturelle ne plébiscitant pas expressément son système de pensée ?

Autant il serait indispensable aux travailleurs du spectacle et de l'audiovisuel qu'on se penche sur l'extension et l'amélioration des conventions collectives et des conditions de travail, autant il est dangereux d'accepter que ces mêmes travailleurs s'adaptent à une production qui censure 99% des expressions artistiques et culturelles.

Étant donnée la disparition progressive d'une réelle politique gouvernementale de soutien aux projets d'actions culturelles et sociales, l'émiettement de la création et la quasi absence de formations sérieuses, nous allons rapidement

nous voir proposer des conditions de travail et de rémunérations de plus en plus revues à la baisse par un patronat qui n'hésitera pas à faire jouer la concurrence entre nous et le principe de « l'offre et la demande »...

De plus, si au bout de six mois, nous ne trouvons pas d'emplois correspondant à nos envies et à nos qualifications, nous serons obligés de nous reconverter, car le raisonnement du MEDEF est que nous sommes responsables de notre chômage, et que nous devons nous adapter au « marché du travail ».

Il est important de rappeler, là, que la grande majorité d'entre nous exerce son métier dans le cadre associatif qui, s'il permet une expression librement choisie, n'en est pas moins peu ou pas rémunéré. Aussi – en parallèle à ces activités de création personnelles et/ou associatives – nous devons trouver des heures de travail rémunérées dans des circuits « commerciaux », nous ouvrant droit aux allocations chômage, afin de pouvoir nous assurer un minimum vital, pour justement poursuivre librement ce travail de création personnelle/associatif ou d'investissement social.

Cette nouvelle convention UNEDIC nous obligera, à travers le PARE, à accepter des emplois dont nous ne voulons pas, car idéologiquement contraires à nos aspirations. Nous serons contraints, individuellement, à renoncer à nos choix culturels, sociaux et politiques... L'art et la création au service de Vivendi ?

Et pendant ce temps-là... la CGT...

Par ailleurs, les seuls « partenaires sociaux » reconnus par le MEDEF pour négocier les annexes 8 et 10 sont... la CFDT et la CFTC ! Compte tenu de ce qui précède, nous courrons à la catastrophe.

Tout en dénonçant avec vigueur la nouvelle convention UNEDIC, (et en fustigeant la CFDT !), la CGT signe avec la CFDT et la FESAC (grand patronat du spectacle et de l'audiovisuel) le 15 juin 2000, un accord régissant les annexes 8 et 10 ! Cet accord, si il présente quelques avancées significatives, nous apparaît comme extrêmement tendancieux puisqu'il « oublie » la loi sur les 35 heures qui ramènerait à 455 – au lieu de 507 – le nombre d'heures nécessaires à la réouverture de nos droits (ce qui soulagerait 90% d'entre nous...), qu'il impose 338 heures de travail avec « le bon code » au lieu de 169 heures (1)... Mesures qui vont mettre à mal bon nombre d'intermittents et d'associations culturelles et préparent ainsi l'agonie de toute la culture alternative au profit de la culture rentable et populiste.

## Comment nous faire entendre ?

Accepter une mobilisation unitaire contre le PARE ne signifie pas pour autant faire le jeu des syndicats réformistes en leur signant « un chèque en blanc » sur les négociations relatives à nos professions !

Nous devons lire et analyser les textes qu'ils nous pondent pour être capables d'en faire émerger les pièges cachés (qui sont, en réalité, des cadeaux au patronat!).

Occupons-nous de nos affaires nous-même et ne laissons pas des permanents syndicaux décider à notre place de la façon dont nous voulons exercer nos métiers ! Il faut créer un rapport de force qui obligera ces « partenaires sociaux » à prendre en compte la culture que nous voulons faire vivre : La culture pour tous. La culture par tous !

Sylvie. – groupe Pierre-Bernard de la FA ; Carole. – CNT, INTERCO 93 sud (Intermittentes du spectacle)

(1) N'ont le « bon code » reconnu par les ASSEDEC que les sociétés ou les associations de production et de diffusion culturelle et artistique. Nous interdisant, ainsi, de travailler pour une municipalité, une bibliothèque, une association de quartier, un groupe de jeunes en réinsertion etc. (Tiens, tiens, pourquoi donc ? La culture serait-elle un moyen d'émancipation et de lutte pour les plus défavorisés, qui ferait tellement peur au patronat et au gouvernement ?)

Article paru dans Le Combat syndicaliste de septembre 2000



## Logement: ces expulsions qui auraient pu être évitées

Alors que l'association DAL (Droit au logement) fêtait il y a peu ses dix ans d'existence et de lutte contre les expulsions et pour le logement, en s'appuyant notamment sur la loi de réquisition de 1948 (jamais appliquée), le rapport annuel du « haut comité pour le logement des personnes défavorisées » nous apprend que beaucoup d'expulsions auraient pu être évitées depuis les lois de décentralisation, ou, au moins, depuis la loi sur la lutte contre les expulsions de 1998.

En effet, dans un des volets de la loi de lutte contre les expulsions (et faisant suite au lois de décentralisation), les conseils généraux (instances départementales) se sont vus attribuer des compétences en matière d'action sociale, notamment pour éviter les expulsions. Pourtant, au 31 décembre 1999, 80% des départements n'avaient pas signé de charte de prévention des expulsions et les trois quarts d'entre eux n'ont toujours pas mis en place les mécanismes préventifs nécessaires pour éviter qu'un ménage en butte à des difficultés financières n'accumule les arriérés et se trouve au final expulsé.

Dans les départements où des moyens ont été mis en œuvre (Pas-de-Calais, Sarthe), « les résultats conjugués des enquêtes sociales et de la coordination entre les différents services impliqués a permis de trouver des solutions en temps

utile » : éviter la résiliation du bail et l'expulsion par la saisie du « Fonds de solidarité » logement, celui-ci pouvant octroyer un prêt ou une subvention.

Beaucoup plus qu'une inertie, c'est souvent une volonté des conseils généraux de ne pas faire face à leurs obligations. Ainsi, nombre de départements n'ont pas affecté de personnels supplémentaires aux sections des aides publiques au logement (SDAPL) et celles-ci se retrouvent débordées par les demandes depuis que leur saisine a été rendue obligatoire par la loi pour les impayés dans les HLM. Certains départements vont jusqu'à refuser que leurs services sociaux s'investissent dans les enquêtes sociales et se coordonnent...

Si dans un premier temps il est utile de dénoncer la politique antisociale de la majorité des conseils généraux, on ne peut pas faire l'économie de la réflexion sur une politique de logement réellement social, correspondant aux besoins de tous et accessible à tous. Car même dans le Pas-de-Calais où dans la Sarthe, c'est l'humiliation de l'enquête sociale et un plan de remboursement draconien qui permet aux pauvres de se maintenir dans un logement souvent inadapté, détérioré et excentré. La charité publique, cette conception religieuse recyclée par la méthode Jospin, comme seule perspective ? Pas pour nous !

Martial. – groupe Kronstadt (Lyon)



Affiche en deux couleurs éditée par le groupe « Un autre futur » de Montpellier au format 40x60 en vente au prix de 1 F l'unité.

On la trouve à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris

## Faits d'hiver

### Vive la crise !

Depuis un mois, c'est-à-dire depuis le barouf sur la vache folle et ces saloperies de farines de charognes qui transbahutent les prions de l'ESB, le prix du cabillaud, sur les étals du marché de La Rochelle (Charente-Maritime), a pris entre 15 et 20 F de plus, mettant la bête à 118 F le kg en moyenne.

Un sourire malicieux au coin des lèvres, les poissonniers expliquent d'abondance aux badauds qui font grise mine devant cette valse des étiquettes que « c'est la loi de l'offre et de la demande ».

L'un d'entre eux, s'essaye même, doctement, à un cours d'économie politique.

« Comprenez, le cabillaud est pêché en mer. Il n'est pas nourri, comme les poissons d'élevage, avec des farines animales. Et depuis l'histoire de la vache folle tout le monde veut acheter de ce genre de poisson. Mais, l'offre n'étant pas extensible, c'est logique que les prix montent ».

Reste que, en septembre, à la criée de La Rochelle, le cabillaud était payé 38 F le kg aux pêcheurs et qu'en octobre il leur était payé 37,39 F le même kilo.

Comme aurait dit Pierre Desproges : « camarades ménagères de moins de 50 ans, je vous laisse réfléchir là dessus ».

Jean-Marc Raynaud

# Pour la liberté de circulation et la liberté d'installation Des papiers pour tous !

On ne le sait que trop, la circulaire Chevènement n'était pas la panacée, elle a permis de régulariser 65000 étrangers, mais souvent seulement pour une carte d'un an renouvelable chaque année, créant une précarisation supplémentaire des personnes concernées. Pis que tout, cette circulaire a laissé plus de 63000 sans-papiers sur le carreau. Des personnes laissées dans le non-droit, à la merci de la police et des préfets. Cette situation ne peut durer.

**A**PRES PLUSIEURS DEMANDES d'entretien pour être reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Daniel Vaillant, la Coordination nationale des sans-papiers a reçu une fin de non-recevoir, arguant que la notification de la loi Reseda ne serait pas à l'ordre du jour, le ministre nous renvoie vers les préfets. La lutte des sans-papiers, impulsée par la Coordination nationale et les organisations de soutien n'a pas pour objectif une négociation partielle par département. Cette lutte

engagée depuis Saint-Bernard en 1996 a pour objet une véritable régularisation et une autre politique migratoire. Le refus de discuter de Daniel Vaillant relève du mépris à l'égard de femmes, d'hommes et d'enfants présents sur le sol français depuis de nombreuses années. Pour la plupart, ils travaillent, leurs enfants sont scolarisés, leur vie s'inscrit dans cette société, le pouvoir ne peut continuer à les ignorer et à les réprimer. Le refus de pratiquer une véritable régularisation a produit 63 000

Après quelques mois d'attente, suite à la démission de J-P Chevènement, la réalité se fait jour : Daniel Vaillant (nouveau ministre de l'Intérieur) continue la même politique : pas de nouvelles régularisations, ou seulement au bon vouloir des préfets.

La régularisation de tous les sans-papiers ne pourra se faire au coup par coup, département par département. Elle ne peut être que globale et politique.

Il importe donc de développer ensemble un vaste mouvement, pour obtenir ce droit minimum à pouvoir vivre là où les individus le choisissent.

Est-ce que régulariser 63 000 sans-papiers portera atteinte à l'économie d'un des pays les plus riches de la planète ? Certes non. La Coordination nationale des sans-papiers appelle à une vaste manifestation nationale et nous reproduisons ci-dessous le tract d'appel, soyons actifs.

- Pour la régularisation de tous les sans-papiers avec la carte de dix ans.
- Pour l'arrêt des expulsions et la fermeture des centres de rétention
- Pour la libération de tous les sans-papiers emprisonnés pour défaut de papiers
- Pour l'abolition de la double peine
- Pour l'abrogation des lois Pasqua, Debré, Chevènement

**Manifestation nationale  
le 25 novembre  
Paris, place de la République à 15 heures**



déboutés à la circulaire du 24 juin 1997. Cette situation bénéficie à des employeurs sans scrupules qui les exploitent dans les plus mauvaises conditions. Cette politique de non régularisation favorise l'économie souterraine néfaste au développement et les garanties des acquis sociaux au moment où se discute la charte européenne des droits fondamentaux.

- Pour briser le complot du silence de la « mauvaise conscience » des promesses électorales non tenues d'abroger les lois racistes et de régulariser les sans-papiers ;
- pour amplifier les cris de désespoir de nos camarades sans-papiers emprisonnés pour séjour irrégulier ;
- pour relayer les vives protestations de nos camarades expulsés quotidiennement ;
- pour refuser que tombe dans l'oubli des condamnations scandaleuses des syndicalistes et simples citoyens pour délit de solidarité ;
- pour condamner le travail non déclaré véritable outil patronal et gouvernemental de précarisation de tous les travailleurs dont les femmes sont les plus exposées à toutes les exploitations allant jusqu'à l'esclavage moderne ;
- pour rappeler que la carte de séjour d'un an maintient son bénéficiaire dans la précarité ;
- pour dire avec force que les sans-papiers sortis de l'ombre sont encore des dizaines de milliers d'exclus arbitrairement du droit de vivre dans la dignité.

Nous appelons avec les organisations qui nous soutiennent à la manifestation nationale à Paris le 25 novembre à 15 heures place de la République.  
**Coordination nationale des sans-papiers**

## Le collectif des sans-papiers de la maison des ensembles

**C**OUCHER SUR LE PAPIER, À LA MI-NOVEMBRE, UN bilan de la lutte du collectif des sans-papiers de la Maison des Ensembles (M.D.E.) est assurément un exercice difficile. Les 90 régularisations obtenues par le Collectif (sur les plus de 350 dossiers déposés) ne parviennent pas à retirer de la bouche le goût amer de la majorité des camarades déboutés. Depuis le 27 octobre, l'administration a fermé la porte. Les quelques titres de séjours obtenus n'excèdent pas un an (souvent les 3 mois du séjour temporaire). En aucun cas, les papiers obtenus ne permettent aux bénéficiaires de s'installer sur le territoire, de vivre décemment ni même d'accéder aux droits les plus élémentaires que l'État leur dénie. La régularisation partielle ne vise qu'à affaiblir le Collectif sur le refrain bien connu : « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Seulement voilà, le Collectif des sans-papiers de la MDE combat lui, la misère du monde et commence par revendiquer la fin du harcèlement administratif pour défaut de papiers, la fin de la précarité où

les relègue l'État. Doublement victimes, jetés en pâture à l'appât carnassier du patronat, et maintenu la tête sous l'eau par les gouvernants (entre crainte de l'expulsion immédiate et absence de perspective d'une installation durable sur le territoire français). Les membres du Collectif se reconnaissent dans cette multitude de sans. (sans-papiers, sans logement, sans boulot, sans stabilité professionnelle). Des précaires parmi les précaires. La précarité, comme son nom ne l'indique pas, c'est de la misère qui dure. Et c'est justement le métier des gouvernants de tout maintenir en l'état. À l'heure, où les états majors politiques s'activent pour renouveler le personnel gouvernement, les sans-papiers de la M.D.E., n'attendent plus rien des promesses électorales. À l'heure où les financiers chantent les louanges de la croissance retrouvée, et des profits boursiers records, il est entendu pour le Collectif que justice, liberté et dignité ne sortiront pas des urnes. Seule la lutte paie, et pour les sans papiers de la M.D.E. la lutte continue.

Bruno. - groupe de la Villette



Le groupe « Un autre futur » de Montpellier ouvre une librairie. En soutien il propose une « cuvée spéciale »... 30 F la bouteille, 160 F la caisse. Lieux de vente : Paris : librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Montpellier : 20, rue Terral.

## dans la toile

Lisez et faites publier vos articles par le réseau *Independent media center* (<http://www.france.indymedia.org>). C'est une agence de presse collectivement gérée, pour créer des supports de communication radicaux et passionnés. Ils travaillent d'une façon militante pour parler de ceux qui veulent changer le monde en l'améliorant et qui doivent faire face à des médias qui déforment leurs actions ou craignent de couvrir les efforts de ceux qui ont fait le choix d'agir pour une humanité plus libre. Né pour couvrir les contre-manifestations de Seattle en 1999 lors de la réunion du FMI, ils peuvent aujourd'hui être présent partout dans le Monde. Aux Etats-Unis, en France, à Prague, au Mexique, au Congo... Pour créer un site *Independent Media Center* dans votre pays, s'il n'existe déjà, n'hésitez pas à les contacter.

Si vous partagez mon goût pour ces moments de détente tant méritée qui succèdent à une journée de travail ou un collage nocturne et que, de plus, vous préférez les produits écologiques aux vapeurs de l'alcool, passez au Canabistrot (<http://www.cannabistrot.net/>). C'est plein d'infos, de liens et de rendez-vous.

Le 25 novembre, oubliez charriots et cabats, ce sera la journée sans achats organisée par les antipubs et le R.A.P. qui font site commun (<http://www.antipub.net/>).

Pour se détendre, deux sites à ne pas lire si l'on manque d'humour : L'Examineur (<http://www.examineur.com/>), le journal décalé, et Hoaxbuster (<http://www.hoaxbuster.com/>), le démistificateur des canulars qui circulent sur le web.

Amateurs d'art non dégagé, passez donc par le village des idiots (<http://www.villagedesidiots.com/>), de liens en liens, vous pourrez finir paisiblement la nuit au royaume de l'esthétique.

Enfin, pour les accrochés à l'expérimentation, il y a l'atelier des écoles d'art en réseau (<http://www.491.org/>) et ses nombreux projets en cours.

À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard  
alain@minitelorama.com

## Vite fait...

■ Selon le théologien Massimo Salani, les **fast-food**, Mac-Donald en particulier, servirait une nourriture non catholique. Si l'Eglise s'y met...

■ La police, c'est toujours et encore l'arbitraire. Plusieurs dizaines de personnes présentes lors du rassemblement antimilitariste organisé le 11 novembre à Paris, ont été arrêtées sans motif par les CRS pour contrôle d'identité.

■ Sales corbeaux. Lors de leur dernier synode, les évêques de France ont déclaré qu'ils ne couvriraient plus les **curés pédophiles**. Ce qui revient à avouer qu'avant ils laissaient les enfants se faire violer sans broncher.

■ Un nouveau **condamné à mort** a été exécuté aux Etats-Unis portant à 70 le nombre de personnes assassinées depuis le début de l'année et à 668 depuis le rétablissement du crime d'Etat en 1976.

■ A l'attention de ceux et celles qui font de la radio. Un message audio expliquant les principaux enjeux du prochain **sommet de l'Union européenne** et appelé à manifester à Nice du 6 au 8 décembre peut être écouté et téléchargé sur le site d'indymedia (org, of course).

■ Grâce à la mobilisation internationale, les trois personnes arrêtées lors des manifestations contre le **G20 à Montréal** ont été enfin relâchées après 16 jours de détention.

■ Allemagne. Huit **skinheads** viennent d'être condamnés pour le meurtre d'un algérien à des peines allant jusqu'à 3 ans de prison... avec sursis. On sait maintenant ce que vaut la peau d'un immigré pour les juges allemands.

■ Le journaliste, Michel Alves Da Cunha passe actuellement en procès à Nanterre pour avoir réalisé un reportage complètement bidon sur la violence dans les banlieues. Son article était paru dans le magazine *Entrevue* mais bien sûr celui-ci n'a jamais encouragé de telles pratiques.

■ L'ONU rappelle qu'environ **100 millions d'enfants** travaillent et survivent dans la rue un peu partout sur la planète.

■ Etats-Unis. **Coca-Cola** a été condamné à payer 192,5 millions de dollars pour discrimination raciale.

■ Depuis le début de l'année, une soixantaine de **syndicalistes** ont été assassinés en Colombie.

■ Belgique. Un militant d'**extrême droite**, membre du Vlaams Blok, David Vercrusse a été condamné à 6 mois de prison avec sursis pour négationnisme.

... **bien fait**

Envoyez vos brèves à  
monsieur.pol@wanadoo.fr

## Sommet européen de Nice

## Et ils en veulent toujours plus

Les 6, 7 et 8 décembre un sommet européen se réunira à Nice. Essentiellement consacré à la « Charte des droits fondamentaux », cette rencontre contribuera à harmoniser les législations sociales européennes au mieux des intérêts du capitalisme. C'est dire combien nous avons tout intérêt à dénoncer cette comédie pseudo-démocratique. Parmi d'autres

organisations, la Fédération anarchiste sera à Nice pour contester le bien-fondé de ce sommet et pour proposer des perspectives émancipatrices aux luttes sociales d'aujourd'hui. Nous reproduisons ci-dessous le texte publié par nos camarades de la région des Alpes-Maritimes, ainsi qu'une première initiative pour des départs par trains gratuits.

AUJOURD'HUI, QUELQUE 300 personnes possèdent à elles seules plus que la moitié de la population mondiale. Trois cents possèdent plus que 3 milliards réunis ! Derrière ces « rois du fric » on trouve un très grand nombre d'individus dont les revenus mensuels atteignent plusieurs dizaines de fois le montant du SMIC français. Tout en bas de l'échelle on trouve plusieurs milliards de femmes et d'hommes qui ne disposent que de moins d'un dollar par jour !

L'enrichissement prodigieux de quelques uns s'est bien évidemment fait au détriment de la quasi totalité des habitants de la Terre et l'on a pu voir au cours des dernières décennies combien était lourd le tribut à payer : pillage du tiers monde, organisation de la baisse du coût des matières premières, minières ou agricoles, attaques permanentes contre le droit du travail, démantèlement des services publics, destruction de la petite agriculture, confiscation de la santé, mainmise sur le vivant, remise en cause des systèmes de retraite, déréglementation à outrance, contrôle social en criminalisant les plus dépourvus ou les gêneurs de tout poil qui osent s'opposer, si peu que ce soit, au bon fonctionnement de leur machine infernale...

Les conséquences en sont bien visibles dans le monde entier : augmentation spectaculaire de la pauvreté, diminution importante de la durée de vie dans certains des pays les plus pauvres, baisse généralisée des salaires, aggravation dramatique de la précarité, destruction des ressources naturelles, élévation alarmante de la pollution... Cette course effrénée au profit a des



aspects bien visibles. Pour ne prendre que quelques exemples « bien » chez nous » on pourrait citer le chômage et la précarité : nous sommes des millions à ne disposer que d'un revenu de survie. Les atteintes à la santé publique : sang contaminé, vache folle, OGM... Les naufrages de navires poubelles...

Mais cette mise en coupe réglée de la planète et de ses habitants n'aurait pu être menée à bien à une telle échelle

sans la mise en place d'un dispositif complexe disposant d'une panoplie d'instruments qui ont pour nom FMI, Banque Mondiale, OCDE, ONU, Europe, Euro... Un nouveau nom a été trouvé pour habiller ce dispositif : Mondialisation. Il ne s'agit en fait que d'un relookage du mot Capitalisme

que nous préférons quant à nous utiliser puisqu'il a le mérite de bien vouloir dire ce qu'il veut dire !

La mise en place de ce dispositif et de ses instruments pour le seul bénéfice du capitalisme n'aurait pu se faire sans l'aide pleine et entière de l'Etat qui a mis à son service son pouvoir répressif - Justice, police, armée - en se débarrassant au passage du désormais encombrant masque de l'Etat-providence. Début décembre, à Nice, le Conseil de l'Europe doit entériner sa « charte des droits fondamentaux », « charte de la régression sociale » aurait été plus approprié.

Nous ne viendrons pas à Nice le 6 décembre pour quémander des réformes qui n'ont d'autres but que d'adoucir les choix de la « World Company » mais pour nous opposer radicalement à son existence même.

Nous ne serons pas à Nice les 7 et 8 décembre pour obtenir quelques déplacements de virgules dans leur charte mais pour la refuser purement et simplement, en nous opposant, par l'action directe non-violente, à la tenue de ce sommet.

Nous serons à Nice parce que nous voulons construire nous-même notre existence, sur des bases d'égalité économique et sociale, de solidarité et d'internationalisme.

Tou(te)s à Nice,  
les 6, 7 et 8 décembre  
Point de ralliement du 6 :  
gare Saint-Roch, à 14 heures  
Groupe Nada (FA), groupe  
Libertad, Coordination anarchiste  
04, Réseau anarchiste varois

## Trains gratuits pour Nice

À Nice, le 6, 7 et 8 décembre se tient un sommet de l'Union européenne. Le principal point à l'ordre du jour est celui de la charte des droits fondamentaux. Charte humaniste sans sens car sans obligation. On ne parle plus par exemple du droit au travail mais du droit de travailler (avec implicitement une remise en cause des règlements liés aux allocations chômage)... À travers cette charte, c'est l'ensemble des législations sociales qui sont attaquées, et l'ensemble des précaires, chômeur/euses concerné-es. Or comme le disait Woody Allen : « La démocratie, c'est cause toujours... » Et encore pour aller causer, cela nécessite des moyens financiers... Cette campagne autour des trains gratuits s'appuie donc sur le droit de manifester pour les précaires et chômeurs. Le deuxième intérêt de cette campagne, et non négligeable, est de donner du sens à notre présence. Effectivement l'action directe (par les trains gratuits, la tentative de blocage du sommet...) ne se contente pas de négociations institutionnelles chez « nos » bureaucrates européens avec de temps en temps une marche symbolique de trois heures (comme à Nice), mais se situe dans une dynamique plus globale : créer de réels rapports de forces (en démontrant nos capacités collectives) pour dans un premier temps résister...

5 trains gratuits pour Nice Lille, Strasbourg, Paris, Nantes, Toulouse  
Les horaires : Nantes 23h20 (avec actions dans la gare à partir de 20h00, le 5 décembre) Metz : 20h30... Les autres horaires seront données dans le prochain numéro du ML.

Pour être informé en direct sur Nice, et entre autres sur l'opération train gratuit (mise à jour quotidiennement) :

<http://www.citeweb.net/fanantes> ou <http://members.nbci.com/fanantes>  
groupe FA. de Nantes

chronique  
anarcha-féministe  
Patriarcat déprimant

« Vous savez pourquoi les femmes ne sont jamais les auteures de massacres ?

- Parce qu'avant de tirer, elles évaluent les dégâts et se demandent qui va tout nettoyer après... »

Ceci pourrait être la conclusion humoristique d'études menées récemment aux Etats-Unis et en Europe sur la dépression chez les femmes.

Au départ de ces études, un constat : les femmes sont sept fois plus nombreuses à être suivies médicalement pour dépression. Les auteures ont d'emblée posé deux explications : les hommes consultent beaucoup moins souvent ; les critères de diagnostic sont définis par des médecins et portent en soi une bonne dose de sexisme. Exemple d'un critère retenu : le sentiment de ne pas avoir de valeur sociale. Un sentiment qui, dans une société patriarcale, nous effleurent toutes un jour ou l'autre...

Seulement voilà, face à ce sentiment, il y a celles qui se lèvent, s'organisent, revendiquent et luttent... Et puis il y a les autres, inorganisées, isolées.

C'est bien de celles-ci qu'il s'agit dans ces articles. Les auteures démontrent que le système patriarcal et capitaliste réduit les femmes aux fonctions de leur corps (hétérosexualité et maternité) et leur attribue un rôle essentiellement confiné, privé et relationnel. De fait, leur corps devient le seul lieu d'expression de leur colère, stress et frustrations de façon cachée, individuelle, privée. Enfin, la dépression étant souvent soignée par traitement médical, ceci entretient la déresponsabilisation et empêche la prise de conscience individuelle, sociale et politique.

La lutte contre le système patriarcal n'a d'avenir que dans le collectif.

Tania

## Lutte anti-terroriste en Espagne Le gouvernement attaque les mouvements sociaux

**L**E GOUVERNEMENT ESPAGNOL a trouvé une formule magique pour faire taire ceux qui dénoncent l'ordre établi et la globalisation galopante de la misère. Il établit une relation entre l'ETA et des militants connus de mouvements civiques. À la fin du mois d'octobre, à l'occasion d'une visite officielle du président argentin F. de la Rúa, des personnalités de la cour de justice de Madrid ont accusé Hebe de Bonafini, figure des Mères de la place de Mai, « d'être favorable à l'ETA ». Le ministre de l'Intérieur ajoutait : « qu'en l'absence de rectification, elle serait personne non grata pour les espagnols ». Chacun connaît l'inlassable recherche des Mères de la place de Mai pour obtenir des nouvelles du sort fait à leur fils par les militaires argentins, et leur lutte acharnée pour la liberté, la dignité et les droits humains.

C'est vrai que dans leur combat, les Mères de la place de Mai avait rendu public en avril 1999, une lettre dénonçant les tortures infligées aux prisonniers basques et la fermeture forcée du journal « Egin ». Mais jamais elles n'ont appuyé « les crimes de l'ETA ».

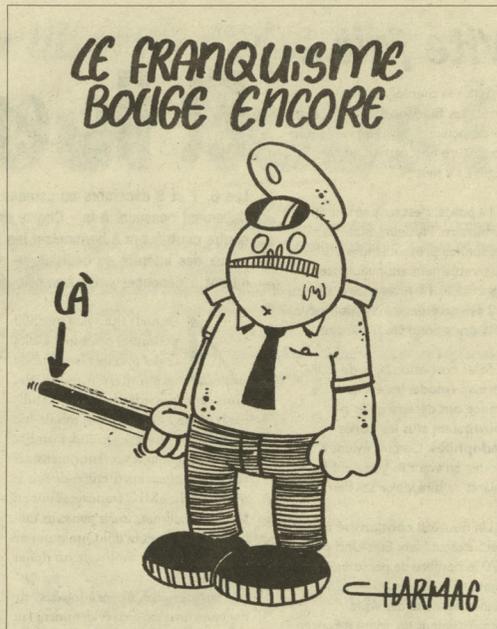
Plus récemment, le journal madrilène « La Razon » publie dans son édition du 7 novembre un article établissant une relation entre une multitude de mouvements et d'organisations de la gauche extra parlementaire madrilène en la qualifiant de base arrière de l'ETA. À partir de cet article, un amalgame extravagant établi des relations entre une bibliothèque autogestionnaire (La Biblio), un centre social occupé (la Casika de Mostoles), le Mouvement de résistance globale (très actif lors du sommet international de Prague), les associations de soutien aux prisonniers du régime FIES,

des anarchistes, des squats... Et même « un groupe d'anarchistes dénommés Incontrôlables sans frontières » qui menaçaient les journalistes!

Un des centres sociaux visés par l'article à sensation, El Laboratorio, publia un communiqué de presse dénonçant ces accusations à leur encontre : « notre pratique politique est centrée sur la construction d'espaces autogestionnaires, critiques et créatifs, anti-autoritaires et anticapitalistes, en essayant et en proposant concrètement des modes de vies alternatifs en relation avec le quartier et la ville dans lesquels nous vivons. Notre pratique sociale et politique n'implique ni attentats, ni justification de ceux-ci parce que cela est radicalement en opposition avec nos modes de vies et de pensées. »

### Quel espace entre ETA et État?

Ce n'est donc pas la première fois que l'État criminalise ceux qui contestent. Rappelons encore que le ministère de l'Intérieur a essayé il y a quelques mois de faire fermer le serveur alternatif d'Internet « Nod50 ». Et l'association Contre la torture, hébergée sur ce site a dû payer une amende de 60 millions de pesetas (350 000 dollars) pour avoir révélé des informations sur les mauvais traitements infligés en prison. Enfin, à



Barcelone, dans la matinée du 8 novembre, huit personnes, militants politiques d'extrême gauche soupçonnées proches de l'ETA, furent violemment arrêtées à leur domicile et... relâchées le jour suivant après présentation devant le juge. Des arrestations ont eu lieu à Madrid aussi, contre des jeunes d'associations de soutien aux prisonniers, que la police a qualifié de « cellules anarchistes » en relation avec les

« etarras ». Tout ceci démontre que nous vivons dans un état d'alerte permanent. Pour entraver une contestation qui se globalise et s'internationalise, le gouvernement et sa machine d'État utilise une méthode perverse : utiliser la bête noire du terrorisme pour user d'une législation d'exception qui nous réduise au silence.

Transmis par les Relations Internationales de la EA.

### Prague : non aux expulsions

Le 11 novembre des membres de l'association féministe Wera et de l'Ora-Solidarita, ainsi que d'autres radicaux, ont bloqués l'entrée du Conseil municipal de Brno pour protester contre l'expulsion des squatteurs praguais de Ladronka (le plus vieux squat de République tchèque, expulsé la semaine passée). De cette façon, ils et elles voulaient souligner l'injustice faite par les autorités aux squatteurs de Ladronka et affirmer le droit des pauvres de résoudre leur crise de logement en pénétrant dans des maisons et des appartements vides, de propriété privée, qui ne sont utilisés qu'à des fins de spéculation. Les camarades ont empêchés le maire de Brno de quitter son bureau. Il essayait furieusement de passer au travers du blocage, mais sans succès. Il criait après les protestataires que s'était « sa » ville et « son » conseil de ville et qu'ils et elles commettaient un crime contre la Ville de Brno.

Accessoirement, la police fut appelée sur les lieux et après un peu de résistance non-violente de la part des protestataires, a rompu le blocage. Un des protestataires fut arrêté.

De concert avec tous les autres anti-autoritaires, l'Ora-Solidarita a également participé à la résistance contre l'expulsion du squat Ladronka.

Source : l'Organisation des révolutionnaires anarchistes - Solidarita, République tchèque

### L'or noir offre un avenir sombre à la Bolivie

Alors que la Bolivie a subi une série de mouvements sociaux ponctués par la répression gouvernementale, une société, Repsol, semble à l'abri des soucis.

Le capital de Andina S. A, contrôlée par Repsol, a en effet quintuplé en septembre lors de l'annonce de la découverte de puits de gaz. La société Repsol, à capitaux majoritairement espagnols, est présente dans 20 pays et reste en position de monopole en Amérique latine. Pour la seule année 1998, en Argentine, ses bénéfices ont été de 2540 millions de dollars. En Bolivie, sa filiale s'est fait remarquer par l'ouverture d'un puit d'exploitation pétrolière en terre Tsiman, interdisant l'accès à la zone d'exploitation à quiconque. Certains observateurs avaient voulu s'y rendre pour constater les dégâts environnementaux de l'exploitation menée par Repsol et pour enquêter sur la pollution occasionnée par un camion de pétrole qui s'était renversé dans le bras d'un fleuve. Elle aussi vient d'annoncer son intention de prospecter dans une zone protégée, celle du Parc Amboro.

Toujours en Bolivie, la société Maxus n'est pas en reste. On l'accuse d'avoir brûlé près de 4 millions de mètres cubes de gaz au puit Margarita x-3, du champ Caiqipendi de la province O'Connor, faute de marché porteur pour le commercialiser. Mais avec l'autorisation du préfet. Cette même société a dû aussi faire militariser un puit, à Vila Fernandez, la population locale menaçant de s'emparer si Maxus ne construisait pas un dispensaire, une école, et diverses installations routières pour les dédommager des dégâts occasionnés par l'exploitation de l'or noir. Le préfet de Chuquisaca, estimant que ces demandes étaient absurdes, va donc militariser le champ pétrolière Piraimiri de Montegado. Evidemment, il n'est pas interdit de penser que le capitalisme n'a rien à faire des droits humains, et qu'il est conforté par les pouvoirs en place...

Transmis par les Relations Internationales de la EA.

## Noam Chomsky : « les États-Unis sont un État illégal »

Pendant que les politiciens américains cherchaient à se départager, le linguiste libertaire Noam Chomsky, féroce critique de la politique extérieure de son propre pays, continue à faire feu de tout bois. Dans son petit bureau universitaire, entouré de livres, il explique en quoi les États-Unis sont un « État illégal », notion qu'il développe dans son dernier livre paru aux éditions Southend Press.

**L**NY A QU'UN SEUL « ÉTAT ILLÉGAL ». EN LE DÉFINISSANT, il advient ce qui arrive avec la majorité des termes du discours politique. Il y a deux significations. C'est pareil que pour « propagande », qui varie selon qu'elle est la vôtre ou celle de l'ennemi. En Israël par exemple, on a inventé une nouvelle notion : la « mauvaise propagande », c'est celle de l'ennemi ; la vôtre se traduit par « explication » et ce n'est pas contestable. Pour « État illégal », c'est pareil. D'un côté, c'est un ennemi officiel des États-Unis : Cuba, par exemple. Mais si l'on s'en tient à la définition – un État qui rejette ses obligations internationales, qui agit unilatéralement, qui s'impose de façon violente –, les États Unis sont un « État illégal ». Car il est et de loin, le pays le plus puissant et le plus extrémiste dans la violation de la loi internationale, notamment à travers son refus des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. La position officielle des États-Unis n'est pas limitée par des conventions internationales.

Par exemple, le Département d'État a déjà dit qu'avant, on pouvait compter sur la majeure partie du monde pour valider les engagements américains, tant que ces partenaires passifs n'en supportaient pas les conséquences. Quand survint la décolonisation, le monde se diversifia et il n'était plus possible de trouver aussi facilement des accords partagés par tous les pays de la planète. En conséquence, les américains se réservèrent le droit de décider de ce qui était dans sa juridiction ou non. Ce qui fait des États-Unis un pouvoir impérialiste depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Même si ce que nous appelons impérialisme au XIX<sup>e</sup> siècle fut bref, il y eut un impérialisme d'occupation réel. Les États Unis n'occupent pas de pays actuellement, mais ont une énorme influence en Amérique centrale et

dans les Caraïbes. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis n'ont pas été l'unique puissance, mais certainement la plus imposante. [...]

### Aide militaire à ses alliés stratégiques

Jusqu'en 1997, les États-Unis ont beaucoup aidé la Turquie à éradiquer la résistance kurde, en lui livrant massivement des armes, notamment parce que la Turquie avait une position stratégique par rapport à l'URSS. Cette aide militaire directe connut une escalade à partir de 1984, lors de la grande offensive turque contre les Kurdes. Et elle culmina en 1997. Il faut rappeler qu'au cours de cette guerre, deux à trois millions de personnes furent expulsées, on détruisit environ 3500 localités et il se produisit un énorme « nettoyage ethnique ». Des dégâts sept fois supérieurs à ce que le Kosovo a vécu au cours des bombardements de l'OTAN, sans compter les milliers de personnes tuées. C'était donc une intervention directe des États Unis en Turquie. En 1999, la Turquie fut le principal destinataire de l'aide militaire américaine, exception faite d'Israël et l'Égypte pour des raisons différentes. Et en 1999, la Turquie fut remplacée par la Colombie car la Turquie avait supprimé la résistance kurde et imposé une domination brutale, la Colombie, non. Il faut se rappeler que substantiellement, mais pas totalement, l'aide va aux gens qui commettent des atrocités. Le département d'État accepte que les militaires soient secondés pour perpétuer des crimes par des paramilitaires. Il en fut de même pour le Timor Oriental, en Indonésie, lorsque des déplacements de populations se produisirent en 1999 ; la Grande-Bretagne et les États-Unis appuyèrent les militaires indonésiens lors du référendum qui suivit. Il existe une politique très précise pour intervenir et soutenir des atrocités lorsque cela vient en appui aux intérêts américains. Et selon cette même ligne, il y a intervention militaire lorsque d'autres commettent des atrocités, et cela devient alors une « intervention humanitaire ».

Source : Nueva Radio Intercontinental du 13 novembre 2000

**Les Eglises jubilent et les anarchistes fulminent!  
2000 ans d'obscurantisme,  
pas de quoi jubiler! \***

Aux yeux les moins prévenus, l'opportuniste des Eglises éclate dès qu'on y réfléchit un tant soit peu : aux jeunes elles substituent les quêtes, à la prière l'action électorale, dans les patronages le sport prime sur la dévotion. Aux défenseurs attirés, elles demandent l'appui de leur vote, de leur éloquence ou de leur plume, nullement la croyance en des dogmes ou la pratique des lois qu'elles édictent pour la multitude des sots.

La chrétienté se distingue particulièrement par son art de la récupération. À l'instar du coucou qui s'octroie des nids qu'il n'a pas construits, le chrétien est le virtuose du détournement : le chapelier ne serait-il pas d'origine musulmane ? Pendant longtemps on ne sait qui l'emportera du culte de Jésus ou de celui de Mithra, deux religions concurrentes qui voient dans le pauvre, dans l'esclave un frère malheureux en qui il faut éveiller l'espoir, montrant le chemin de l'extase divine qui rendra supportables les tristesses d'ici-bas. L'Eglise chrétienne finit par s'imposer en plaçant le jour de la naissance de Jésus le jour même de la naissance de Mithra, lui-même calqué sur le solstice d'hiver d'ancêtres païens.

Loïn d'être sorti en bloc, d'un seul jet de la conscience de ses fondateurs, le christianisme apparaît comme un syncrétisme qui absorbe des matériaux déjà pré-existants. Voilà 2000 ans que cela dure ! Voilà 2000 ans qu'ils nous bassinent ! Y'a vraiment pas de quoi jubiler ! Que de vies gâchées, d'existences broyées, d'individus galvaudés !

Les Eglises jubilent et les anarchistes fulminent, répétant haut et fort à qui veut l'entendre qu'à la tradition de la servilité il est temps d'opposer la révolution constructive, l'engagement libertaire qui n'est pas seulement une manière de « s'en sortir » mais l'ouverture d'une voie vers une autre société.

**Martine (Liaison Bas-Rhin)  
et Louis Barbedette (Encyclopédie anarchiste)**

\* brochure de 50 pages, éditée par le groupe Sacco et Vanzetti aux Editions de l'Entraide. 10 F. disponible à la librairie du Monde libertaire.

**copinage**

**Serge Utgé-Royo** chantera le 27 novembre au Trianon (80, bd Rochecouart, Paris 18<sup>e</sup>) à 20 h 30. Dans le même spectacle, Bruno Daraquy chante Gaston Couté ; Annie Dupin et Jean-Luc Debattiste chantent Jules Jouy. Places : 120 F ; 100 F (auditeurs de *Radio libertaire*) ; 60 F (chômeurs, étudiants) en vente à la librairie du *Monde libertaire*.

« **Les Uniques associés** » présentent une exposition de photographies, collages, masques et mosaïques à l'Espace Louise Michel, 42ter rue des Cascades (Paris 20<sup>e</sup>) du 17 novembre au 8 décembre de 15 heures à 20 heures tous les jours sauf lundi et mardi.

Le réseau « **Sortir du nucléaire** », suite au succès rencontré par la première édition de la brochure « Par ici la sortie... du nucléaire » (12000 exemplaires diffusés), vient d'en sortir une nouvelle édition remise à jour. En cette fin de XX<sup>e</sup> siècle personne n'a le droit de dire « je ne savais pas ». La brochure : 44 pages, 30 F. Réseau « Sortir du nucléaire », 9 rue Dumenge, 69004 Lyon.

**radio libertaire**  
Paris • 89.4 MHz

jeudi 23 novembre à 12 heures :  
**Le présent têtù** : chanson française avec Pascale Locquin.

jeudi 23 novembre à 18 h 30 :  
**Si Vis Pacem** : cinéma et pacifisme.

vendredi 24 novembre à 22 h 30 :  
**Jazz en liberté** : Steve Coleman and five elements en public (1955) ; Sonny Simmons trio (1992) ; Ornette Coleman « prime time » (1976) ; Eric Dolphy quartet en public (1961) ; Stéphane Payen « Thôt » (1999) ; Cannonball Aderley quintet (1958).

samedi 25 novembre à 11 h 30 :  
**Chronique syndicale** : Le squat féministe de Lyon et le sommet de Nice.

lundi 27 novembre à 18 h 00 :  
**Les destinées de l'histoire** : a propos de la colonne de Juillet.

mercredi 29 novembre à 10 h 30 :  
**Blues en liberté** : la guitare électrique de BB King et TBone Walker à nos jours.

**Un littérateur prolétarien suédois  
Eyvind Johnson**

**L**ES EDITIONS AGONE/Marginales viennent de publier deux ouvrages de cet écrivain suédois, prix nobel de littérature en 1974, voix singulière d'une littérature prolétarienne ayant pris à bras le corps la question de la révolution des formes en littérature.

En 1932 paraît le recueil de nouvelles « Natten är här ». Il regroupe des nouvelles renvoyant aux expériences de vie de ses années vingt. L'éditeur français a préféré scinder le recueil en deux parties. « Dolorosa », rassemble des récits aux sujets très directement inspirés de la vie des travailleurs ; le rapport homme-machine, le fait divers, le rapport à la mère – nouvelle poignante qui donne son titre au recueil –, la vie d'une famille dans un immeuble. « Le Nouveau spartiate » regroupe des nouvelles d'inspiration antique. Comme l'écrit le traducteur Philippe Bouquet, Johnson « a toujours été préoccupé par l'Histoire, dans laquelle il a cherché la réponse à ses interrogations sur l'être humain, son comportement et ses motivations. Ses plus grands romans opèrent des rapprochements entre les diverses périodes, pour faire ressortir les similitudes et mieux élucider le comportement humain. » Ces deux recueils, aux récits d'intérêt inégal, permettent de voir à l'œuvre un prolétaire qui n'étant allé à l'école que durant quatre années de sa vie, s'est formé au contact des comptes rendus de séance du syndicat auquel son anarchisme l'avait porté. Ce qui est intéressant, c'est qu'ici, il n'y a aucun trait du récit à thèse ; de plus, on ne rencontre pas, non plus, cette littérature à l'estomac à laquelle nous ont habitués les littérateurs prolétariens de langue française. Au contraire, on est d'emblée dans une littérature qui pose la distance au monde comme ingrédient essentiel de l'acte littéraire.

Et c'est cette recherche vers une littérature universelle que l'on retrouve, en 1951, dans le roman éblouissant de Johnson « Ecartez le soleil ». Roman « total », roman global, roman aux formes renouvelées mais aussi roman d'une mélodie incertaine qui permet au lecteur – à l'inverse des recherches littéraires formelles des années 50 qui ont abouti à des romans se coupant du public populaire – de toujours trouver un point d'appui, une prise au sens.

Ce livre, assis sur une structure complexe, qui joue de la polyphonie des voix narratives est une interrogation sur l'engagement militant, sur ses impasses et aussi, pourtant, sur son impérieuse nécessité. Les parcours croisés des personnages lancés dans une Histoire qui les façonne et les attrape portent des interrogations sur la réalité du monde, ses logiques.

La réalité est certes objective, mais d'une objectivité tissée de liens subjectifs sans lesquels elle s'abolirait. On est toujours acteur de l'histoire parce qu'on est toujours sujet de sa propre histoire. Au creux de cette dialectique, œuvre la mémoire collective, les souvenirs personnels, laboratoires permanents de l'écriture de la vie des sociétés. « Ecartez le soleil » est un chef-d'œuvre absolu et il faut remercier la collection Marginales qui le publie aujourd'hui de permettre au lecteur français d'y accéder.

Philippe Geneste

*Dolorosa et autres nouvelles européennes*, traduit du suédois par Philippe Bouquet et Virginie Büschel. Edition Agone/Marginales. 93 p. *Le Nouveau spartiate et autres nouvelles*. Edition Agone/Marginales. 96 p.

*Ecartez le soleil*. Edition Agone/Marginales. 300 p.

**BROCANTE**  
en soutien à Radio libertaire

**dimanche 26 novembre**

au local de la CNT, 33 rue des Vignoles, Paris 20<sup>e</sup>

Dépôt des objets à donner de 10 heures à midi sur place

**Vente au public de 14 heures à 19 h 30**

Buvette, table de presse

**THÉÂTRE**

**Mort accidentelle d'un anarchiste**

**L'**ANARCHISME NE PRATIQUE PAS LE CULTES DES MORTS, mais cela ne l'empêche pas d'avoir un martyrologue assez fourni, et qui ne se limite pas aux décapités de l'époque « romantique » de la propagande par le fait. Il faut dire que les Etats et les fascismes bruns ou rouges ne se sont jamais privés d'utiliser la manière forte pour faire taire la voix libertaire. Sacco et Vanzetti sont universels, tous les camarades connaissent Durruti, et la plupart ont au moins entendu parler de Berneri, Sabaté et Puig Antich pour ne citer qu'eux.

Je ne pense pas me tromper en supposant qu'en revanche assez peu, du moins en France, ont entendu parler de Marco Pinelli. Pinelli, cheminot anarchiste italien, trouva la mort en 1969 en tombant du cinquième étage de la préfecture de Milan, avec les compliments du commissaire mafieux Calabresi et du préfet fasciste Guida. C'était l'époque de la stratégie de la tension, où il était intéressant pour l'Etat Italien de faire des anarchistes les boucs émissaires d'attentats meurtriers dus à des nostalgiques de Mussolini téléguident en haut lieu (le tout en espérant que les Italiens se tourneraient vers un Etat fort...).

C'est ce meurtre que Dario Fo (nobélisé depuis) a transformé en comédie, en écrivant « Mort accidentelle d'un anarchiste ». Comment un fou (pas si fou ?) mythomane réussit à faire craquer commissaire et préfet dans la salle où Pinelli fut défenestré. Comment utiliser les ressorts de la Commedia dell'arte pour dénoncer les

crimes de la police. Comment transformer Arlequin en vengeur d'anarchiste.

C'est cette pièce en tout point admirable que propose jusqu'à la fin de l'année le Théâtre La Bruyère où elle fut créée en 1983 avec presque la même distribution, emmenée par Jean-Jacques Moreau, féroce et étourdissant. L'ensemble est si remarquable, texte comme interprétation, qu'on ne peut que le recommander en toute priorité aux anarchistes ayant les moyens de fréquenter le théâtre (c'est assez cher). Mais si on y va, il faut oser affronter quelques paradoxes. Le plus gros provient de l'inévitable ambiguïté des clowns : comment pouvons-nous nous tordre de rire une soirée entière alors que l'on évoque l'assassinat, bien réel et pas si vieux, d'un camarade ? Deuxième paradoxe : que penser du public bien bourgeois qui applaudit à tout rompre à la fin, et s'en va en sifflotant « Bella ciao » ? Et des éloges unanimes de la presse, du *Figaro-Madame à Rouge* en passant par le *Quotidien du Médecin* (et aujourd'hui le *Monde libertaire*) ? Je n'ai pas de réponse à ces questions. Honnêtement, je ne me suis pas posés sur le coup. Pendant deux heures et demie, j'ai vu venger Pinelli. Dario Fo ne pouvait empêcher qu'il soit mort, il a su empêcher, et de quelle manière, qu'on l'oublie. Merci Dario.

COQ'S

**Au Théâtre la Bruyère jusqu'au 31 décembre ; 01 48 74 76 99** Pour les collectionneurs, il existe sur l'affaire Pinelli une planche de Wolinski, remarquable elle aussi, et intitulée « spaghetti blues » dans l'album « Faut pas rêver » (1974).

## Agression contre des militants antifascistes dijonnais

« **B**RENNUS... CHARMANT TROQUET? MAIS savez-vous ce qui se cache derrière cette façade au charme rustique? Savez-vous que, pour égayer les soirées dijonnaises, le Rennus organise de sympathiques concerts de rock identitaire français (RIF)? Mais qu'est-ce que le rock identitaire? Un style musical dont le but est de «rassembler les jeunes ou les moins jeunes autour de la quête de l'identité. Qu'ils soient royalistes, nationaux socialistes, post-fascistes, RPR, catholiques ou païens, adeptes de la saucisse de Francfort ou du calva, du foof ou de rien du tout, nous importe peu. L'essentiel est qu'ils aient conscience de l'enjeu de demain, c'est-à-dire de la nécessité de la survie de notre civilisation. » dit In Memoriam, un des groupes accueillis au Rennus. En clair, un ramassis de crânes rasés d'un peu trop près, militants dévoués entièrement à la cause nationaliste et proches des partis d'extrême droite.

Le RIF est une des plateformes de ces jeunes extrémistes de droite pour passer leurs idées de haine, de supériorité de la « race blanche », d'exclusion de tous ceux qui ne répondent pas à ces critères qui rappellent étrangement les années noires du Reich (dont ils conservent d'ailleurs le salut hitlérien). Le racisme et le fascisme, toutes les exclusions bafoquant les droits de l'Homme ne sont pas des idées. Ce sont des délits. À ce titre, nous tenions à vous informer des activités de cette taverne gauloise où il n'est plus question de bagarres entre les irréductibles et les Romains, mais bien du danger de se taire et de laisser faire. »

Samedi 11 novembre 2000, des militants de Ras l'Front (association antifasciste et antiraciste) distribuent ce tract

pour informer le voisinage sur les activités de la « taverne gauloise, Le Rennus », rue d'Ahuy. Cette action n'a pas dû convenir au propriétaire du Rennus. Ce dernier comme unique réponse est sorti de son bar pour injurier et molester les militants antifascistes présents. L'un d'entre eux a reçu plusieurs coups au visage, entraînant des traumatismes faciaux multiples constatés officiellement par un médecin.

Suite à cette agression, une plainte pour violence volontaire a été déposée à l'hôtel de police. L'agresseur, conduit au commissariat, a répondu par un dépôt de plainte pour « violation de la vie privée » à l'encontre du militant agresseur.

Ce comportement qui pourrait paraître mineur est bien un acte politique, une atteinte à la liberté d'expression. Cela rappelle l'existence de foyers potentiels de propagation des idées et de la violence d'extrême droite. En Europe, des agressions bien plus violentes se produisent fréquemment en parallèle à l'extension des partis fascistes: FPO en Autriche, NPD en Allemagne, Ligue du Nord en Italie, Vlaams Block en Belgique...

Pour éviter ces situations inacceptables de violence, nous devons plus que jamais réagir à la moindre agression et nous montrer vigilants face à la diffusion d'idées fascistes et à leur banalisation. C'est pourquoi nous, signataires, demandons un suivi de la plainte contre l'agresseur et appelons à une manifestation le samedi 25 novembre à 15 heures, place du Barezouai.

La CNT, le SCALP, le Groupe libertaire dijonnais et l'Espace autogéré des Tanneries sont solidaires des militants de Ras l'front 21 et attentifs aux suites données à cette agression.

## Une belle journée pour l'anarchisme ouvrier

**N**OUS NOUS SOMMES DONC RETROUVÉS UNE cinquantaine le 11 novembre dernier, sous le grand drapeau noir et rouge du groupe libertaire d'Ivry, pour débattre des voies et moyens pour faire sa fête au patronat. L'assistance très populaire, comptait beaucoup de jeunes, de très jeunes même.

Le film, réalisé par Casquette, animateur de Radio libertaire, dans des conditions assez difficiles montrait bien le déroulement quotidien de deux des conflits de l'été (Cellatex et Bertrand Faure), avec une foule de minuscules détails pleins de sens. Après la projection, trois militants de notre groupe ont introduit le débat en rappelant la chronologie des grèves de cet été et les réactions qu'elles ont déclenchées, en présentant le rapport historique entre l'anarchisme et le mouvement ouvrier, et en disant tout ce que des libertaires peuvent attendre de ce type de ruptures dans le quotidien. Cette introduction était peut-être un peu longue et trop complète,

car le débat a eu quelque difficulté à s'engager. Malgré tout, il ne manqua pas d'intérêt, et si l'unanimité se fit pour soutenir les mouvements ouvriers, on insista aussi sur les multiples dimensions de l'existence de chaque individu, et donc sur la nécessité d'intervenir sur d'autres champs que celui de l'entreprise. On termina l'après-midi en discutant par petits groupes devant un verre, ce qui ne fut pas moins intéressant. Pour ce qui est de notre groupe, nous sommes très satisfaits de ce nouveau pas franchi dans l'implantation d'un anarchisme véritablement social dans une banlieue rouge, et ne regrettons aucun des efforts que nous avons consentis pour en arriver là. Nous vous donnons rendez-vous bientôt pour une prochaine réunion, qui sera aussi réussie que celle-ci. Mais peut-être voudrez-vous nous aider à la préparer, agir et réfléchir avec nous pour l'émancipation humaine ?

Max. - groupe libertaire d'Ivry

## Maudite soit la guerre!

**C**omme nous le faisons remarquer l'un de nos compagnons, les monuments aux morts sont rarement fréquentés par les anarchistes sauf en quelques occasions, notamment et le pot de peinture à la main! Néanmoins, cette année, le « Réseau anarchiste varois » (groupe Nada de la F.A., groupe Libertad, individus) avait décidé d'un

rassemblement le 11 novembre à Mazaugues, village du Centre-Var de 500 habitants, devant la stèle commémorative représentant un soldat sans armes et dont la liste des noms des victimes de la Boucherie de 14-18 est encadrée de plaques sur lesquelles on peut lire: « L'Humanité est maudite si, pour faire preuve de courage, elle est condamnée à tuer éternellement », citation de J. Jaurès.

« L'union des travailleurs fera la paix du monde », citation d'A. France « À bas toutes les guerres, vive la république universelle des travailleurs », plaque apposée par la municipalité en 1935.

Quelques allocutions anti-militaristes furent prononcées devant une vingtaine de personnes et une équipe de FR3 qui en fit le soir même un commentaire bref mais honnête. Pour l'anecdote, deux élus dont le maire sont arrivés vers la fin du rassemblement réclamant qu'on retire nos drapeaux noirs du monument dont ils revendiquaient la propriété. Ces deux « fadas » avaient manifestement forcé sur le nectar local (pour fêter la victoire?) et l'un d'eux nous a avoué: « Quand j'ai su que les anarchistes venaient j'ai eu peur alors j'ai pris mon fusil. Il est dans la voiture. » Le sang-froid de tous leur a évité un mauvais sort car, comme disait Brassens « aucune idée sur terre n'est digne d'un trépas, laissons ce rôle à ceux qui n'en ont pas ».

Pour la petite histoire, rappelons que le maire de cette commune faisait partie de ceux qui signèrent il y a peu la pétition homophobe contre le PACS.

Jacques et Marie-France. - groupe Nada (Toulon)

email: nada.fr83@oreka.com

## Commémoration non autorisée

La préfecture de police de Paris n'a toujours pas retenu les leçons de l'Histoire sur les dérives de ses fonctionnaires en civil ou en uniforme.

Des brigades de policiers, le 11 novembre, à 11 heures, place Monge, face à la caserne de la garde républicaine du cinquième arrondissement, se couvraient de ridicule en embarquant des objecteurs à « l'esprit de Défense », des musiciens de la fanfare du FMI (Front musical d'intervention), des passants attirés par les chansons.

Ces commissaires, policiers, RG, CRS, à la mémoire courte, réaliseront-ils un jour qu'obéir aux ordres en toutes circonstances est le meilleur conditionnement au crime ?

L'honneur des déserteurs de 1914-1918, celui des victimes de toutes les guerres, celui des constructeurs de paix et celui de leur avocat intransigent, le regretté Robert Jospin, ont été insultés sur la voie publique par les forces du désordre. Le délit d'outrage à pacifiste n'a pas été consigné sur la main courante. Est-ce ainsi que le Premier ministre réhabilite les mutins ?

René Burget

## Grenoble: le PS en congrès les anarchistes en manif

Comme vous le savez peut-être, le Parti socialiste tient son congrès du 24 au 26 novembre à Alpexpo, à Grenoble. Ces croque-morts sont en train de creuser une véritable fosse commune pour la santé, l'éducation, les acquis sociaux, les sans-papiers, l'agriculture..., bref pour enterrer notre avenir! Les groupes régionaux de la Fédération anarchiste seront présents aux côtés des « sans » (sans-papiers, sans-logis, sans-travail) pour rappeler aux socialistes qu'on ne se laissera pas bernier par leurs beaux discours pseudo sociaux qui jusque là n'ont profité qu'aux nantis! Venez vous joindre à notre procession, funèbre mais joyeuse, qui défilera avec le Collectif des « sans » le samedi 25 novembre à 13 h 30 au terminus du tram, Grand place.

Soyons nombreux! Mettons des fausses notes dans leur grand concert d'auto-satisfaction! Ces gens-là ne doivent être tranquilles nulle part! Nous comptons sur votre présence et votre enthousiasme!

Union Régionale Rhône-Alpes Auvergne de la FA.

## A G E N D A samedi 25 novembre

**BESANÇON:** Journée sur le Chiapas à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz. A partir de 15 heures: Expos; à 17 heures: débat animé par des libertaires dijonnais qui se sont rendus au Chiapas cet été.

**BEZIERS:** Le groupe Los Solidarios et le Centre Ascaso Durruti de Montpellier invitent à un **rencontre-débat en présence de Sara Berenguer** qui présentera la traduction française de *Luchadoras libertarias* (*Mujeres libres*, qui vient de paraître aux éditions du *Monde libertaire* - 336 p, 80 F) à 16 heures dans les locaux de la colonie espagnole rue de la vieille citadelle.

**GRENOBLE:** Manifestation à 13 h 30 (rendez-vous au terminus du tram Grand-place) à l'occasion du congrès du PS avec la F.A. et le Collectif des « sans ».

**LORIENT:** à l'initiative du groupe de la F.A., rassemblement devant le Mc-do du centre-ville à midi; à 14 heures; à l'initiative d'un cartel d'organisations, rassemblement au sujet du « Lovely Sun »; 16 heures, diffusion de tracts anti-OGM devant le Géant K2.

**LYON:** A l'appel du collectif lyonnais pour le droit à l'IVG dont la F.A. est partie prenante, manifestation pour le droit à l'IVG et à la contraception à 14 heures, place des Terreaux, en direction de la place Bellecour.

**LYON:** Débat avec le collectif SRA (Solidarité résistance antifasciste) à 16 heures, à la librairie La Gryphe, 5 rue Sébastien-Gryphe.

**PARIS:** Débat sur le siècle des communismes organisé par la Commission de solidarité du syndicat des correcteurs, le syndicat de la Communication, des spectacles et de la culture de la CNT et les Chroniques syndicales de Radio libertaire avec Michel Dreyfus et Claude Penneret à la Bourse du Travail, 3 rue du Château d'Eau (10<sup>e</sup>).

**PARIS:** Débat organisé par la bibliothèque La Rue à 15 heures sur « Polar et critique sociale » au 10, rue Robert Planquette (18<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Abesses).

**SAINT-DENIS:** Meeting-débat organisé par la CNT « Contre l'offensive patronale, ripostons! » à 19 heures à la bourse du travail, 11 rue Génin (M<sup>o</sup> Porte de Paris).

## dimanche 26 novembre

**PARIS:** Conférence-concert de soutien pour les **Francs tireurs partisans** à partir de 18 heures au CIGP, 21ter rue Voltaire (11<sup>e</sup>), avec Yellow umbrella et Ya Basta! PAF: 30 F.

## lundi 27 novembre

**LYON:** Discussion avec des anciennes blacks panthers (killu Nyasha et Julia Wright) et des anciens taulards de l'american indian movement (Bobby castillo) à 19h30 au **Horlieu**, 30 rue Leynaud (1<sup>er</sup>).

## samedi 2 décembre

**PARIS:** Manifestation pour la libération de **Mumia Abu-Jamal et Leonard Peltier** à 14 heures place de la République.

## mardi 5 décembre

**PARIS:** Le groupe Louise Michel organise une réunion-débat sur les **transports publics gratuits** pour tous à 20 heures à la Maison Verte, 129 rue marcadet 18<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Jules joffrin ou Lamarck caulaincourt).

## mercredi 6 décembre

**RENNES:** Le groupe La Commune de la Fédération anarchiste organise, à 20 h 30, Maison du Champs de Mars, une réunion publique sur le thème « **L'anarchisme aujourd'hui** ».